

ACTION URGENTE

CHINE. UN AVOCAT SPÉCIALISTE DES DROITS HUMAINS RISQUE LA TORTURE

L'avocat Ren Quanniu a été arrêté le 9 juillet pour avoir « cherché à provoquer des conflits et troublé l'ordre public » après avoir dénoncé les conditions de détention d'une de ses clientes. Il n'a pas pu consulter d'avocat jusqu'au 11 juillet. Il risque d'être victime de torture et d'autres formes de mauvais traitements.

Le 11 juillet, lors d'un entretien avec ses avocats au centre de détention n° 3 de Zhengzhou, **Ren Quanniu** a continué de clamer son innocence et a affirmé que toutes les actions qu'il avait entreprises en tant qu'avocat de **Zhao Wei** étaient parfaitement légales.

Le 16 juillet, Ji Huiyun, une avocate affirmant défendre Zhao Wei, a publié sur son compte Weibo la photo d'une lettre manuscrite datée du 15 juillet et prétendument signée par Ren Quanniu. Ce dernier s'excusait auprès de Zhao Wei et de la direction de la prison d'avoir diffusé sur son compte Weibo de « fausses » informations selon lesquelles Zhao Wei aurait été victime de harcèlement sexuel en détention et d'avoir déclaré que les agressions sexuelles étaient courantes dans les centres de détention. Les amis de Ren Quanniu sont convaincus qu'il n'a eu d'autre choix que de rédiger cette lettre parce que les autorités harcelaient et tentaient d'intimider son épouse et leurs enfants depuis son arrestation. Ji Huiyun a demandé à Ren Quanniu de s'excuser une nouvelle fois, sans quoi elle le poursuivrait pour diffamation au nom de Zhao Wei en vue d'obtenir des dommages et intérêts. Bien que les autorités aient affirmé que Zhao Wei avait été libérée sous caution, son époux n'a pas pu la contacter ni vérifier ces allégations.

Wu Kuiming et Ma Lianshun, nouveaux avocats engagés par la famille de Ren Quanniu, ont indiqué le 28 juillet que, pendant 11 jours consécutifs, ils s'étaient rendus au centre de détention pour le voir. En violation du droit international comme du droit chinois, la direction a rejeté systématiquement leurs demandes au motif que les enquêteurs n'avaient pas fini d'interroger Ren Quanniu, ce qui fait craindre que cet homme ait subi des actes de torture et d'autres mauvais traitements. En outre, selon plusieurs sources, l'avocat Zhou Zhichao, directeur du cabinet juridique de Ren Quanniu, a été interrogé par la police à maintes reprises depuis le 26 juillet 2016, chaque interrogatoire durant une journée entière.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en chinois, en anglais ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités chinoises à libérer immédiatement et sans condition Ren Quanniu, qui est détenu uniquement pour avoir exercé de façon légitime sa profession d'avocat ;
- engagez-les à veiller à ce que, pendant sa détention, il puisse s'entretenir régulièrement et sans restriction avec sa famille et les avocats de son choix et ne soit pas soumis à des actes de torture ni à d'autres mauvais traitements ;
- demandez-leur de veiller à ce que la famille et les avocats de Ren Quanniu ne soient pas victimes de harcèlement ni de manœuvres d'intimidation.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 9 SEPTEMBRE 2016 À :

Directeur du bureau de la Sécurité publique de Zhengzhou

Shen Qinghuai
Zhengzhou Shi Gong'an Ju
110 Erqilu 450000
Zhengzhou Shi
Chine

Tél. : +86 371 66229110 (en chinois uniquement)

Formule d'appel : *Dear Director, / Monsieur,*

Directeur du centre de détention municipal n° 3 de Zhengzhou

Zhao Yuexi
Guxu Lu, Guying Zhen, Huiji Qu
Zhengzhou Shi, 450000
Chine

Tél. : +86 371 96200706 (en chinois uniquement)

Formule d'appel : *Dear Director, / Monsieur,*

Copies à :

Ministre de la Sécurité publique

Guo Shengkun
14 Dong Chang'an Jie
Dongcheng Qu, Beijing Shi 100741
Chine

Tél. : +86 10 66262114 (en chinois uniquement)

Courriel : gabzfwz@mps.gov.cn

Formule d'appel : *Dear Minister, / Monsieur le Ministre,*

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Chine dans votre pays (adresse/s à compléter) :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 165/16. Pour plus d'informations : <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/4448/2016/fr/>.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

CHINE. UN AVOCAT SPÉCIALISTE DES DROITS HUMAINS RISQUE LA TORTURE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Entre le début de la répression sans précédent qui a commencé le 9 juillet 2015 contre les avocats et militants chinois et juillet 2016, au moins 248 personnes ont été interrogées ou placées en détention. Parmi les personnes détenues ou interrogées figurent des avocats spécialistes des droits humains, leur personnel, leurs associés et même des membres de leur famille. Au moins 14 avocats et militants ont été officiellement arrêtés, dont 10 pour des infractions liées à la sûreté de l'État. Trois personnes ont été inculpées pour subversion du pouvoir de l'État. Presque toutes les personnes placées en détention dans le cadre de la répression ont été privées de leur droit d'être assistées par un avocat et de recevoir la visite de leurs proches.

Zhao Wei était l'assistante de Li Heping, avocat spécialiste des droits humains exerçant à Pékin, et l'aidait pour les affaires concernant les victimes d'expulsions forcées et d'autres violations des droits humains. Zhao Wei a été placée en détention par les autorités le 10 juillet 2015, dans le cadre de la répression. L'avocat Ren Quanniu, engagé par la mère de Zhao Wei pour la représenter, n'a été informé que verbalement par un agent du bureau de la Sécurité publique du district de Hexi, à Tianjin, que Zhao Wei avait été placée en détention pour avoir « cherché à provoquer des conflits et troublé l'ordre public » fin juillet 2015. Le 22 septembre 2015, Ren Quanniu a été informé, de nouveau verbalement par un agent du bureau de la Sécurité publique du même district, que Zhao Wei avait été placée en « résidence surveillée dans un lieu désigné » car elle était soupçonnée d'« incitation à la subversion du pouvoir de l'État ». Pendant la détention de Zhao Wei, les autorités ont rejeté toutes les demandes de visite de Ren Quanniu, affirmant que sa cliente était impliquée dans une affaire « mettant en danger la sécurité nationale » et que lui permettre de la rencontrer interférerait avec l'enquête. La mère de Zhao Wei et Ren Quanniu n'ont été informés par les autorités chargées de la sécurité publique que le 11 janvier que Zhao Wei avait été officiellement arrêtée le 8 janvier pour « subversion du pouvoir de l'État » et qu'elle avait été placée au centre de détention municipal n° 1 de Tianjin.

Ren Quanniu s'est de nouveau rendu au centre de détention n° 1 de Tianjin le 28 janvier pour essayer de rencontrer Zhao Wei, mais il a été informé qu'elle avait engagé un autre avocat et qu'il n'était par conséquent plus autorisé à la représenter. La mère de Zhao Wei a nié ces affirmations. Ren Quanniu a également découvert que le bureau de la Sécurité publique de Tianjin était en charge de l'affaire de Zhao Wei. Ce même jour, il a engagé une procédure judiciaire contre ce bureau qui l'avait empêché, selon lui, de mener librement ses activités en tant qu'avocat de Zhao Wei, mais il n'a reçu aucune réponse du parquet avant sa détention.

Amnesty International a constaté qu'il est courant que les autorités chinoises changent les avocats des défenseurs des droits humains en détention. Soit les détenus sont forcés à se séparer de leurs avocats, soit les autorités prétendent les avoir retirés des affaires concernées, afin que ces personnes soient représentées par des avocats commis d'office. Dans certains cas, celles-ci sont tout simplement privées de la possibilité de consulter un avocat.

Le 8 juillet, le ministère de la Sécurité publique a publié sur son site Internet un article intitulé « Les avocats qui répandent des rumeurs doivent être sanctionnés ». Cet article a paru un jour seulement après l'annonce de la libération sous caution de Zhao Wei. Après le 7 juillet, quelques messages ont été publiés sur le compte Weibo de Zhao Wei, notamment un dans lequel elle se disait choquée d'apprendre que Ren Quanniu avait répandu la rumeur selon laquelle elle avait été harcelée sexuellement. On ignore cependant où se trouve Zhao Wei. Un message sur son compte Weibo, dans lequel elle remerciait les personnes l'ayant soutenue et les « nombreux policiers en uniforme qui ont travaillé sur son affaire et l'ont aidée en toute sincérité », a éveillé les soupçons ; il pourrait avoir été dicté, voire directement envoyé par la police. Le 10 juillet, Zhao Wei s'est entretenue au téléphone avec le journal South China Morning Post (SCMP) et a réitéré les messages publiés sur son compte Weibo. Le SCMP a cependant indiqué qu'il n'avait pas pu déterminer où Zhao Wei se trouvait, ni si elle était sous surveillance au moment de l'entretien et qu'elle avait refusé leur demande d'entretien en personne. Son mari, qui n'a pas pu la voir ni lui parler depuis sa libération sous caution présumée, a indiqué au SCMP qu'il ne croyait pas qu'elle était réellement l'auteure de ces messages et qu'il pensait qu'elle avait été forcée à les envoyer. Le 13 juillet, Ji Huiyun, une avocate affirmant être chargée de la défense de Zhao Wei, a publié sur son compte Weibo la photo d'une lettre manuscrite dans laquelle sa cliente l'autorisait à tenter une action civile contre Ren Quanniu pour diffamation en rapport avec les « fausses » informations selon lesquelles elle aurait été victime de harcèlement sexuel pendant sa détention.

Nom : Ren Quanniu
Homme

Action complémentaire sur l'AU 165/16, ASA 17/4571/2016, 29 juillet 2016

